L'Afrique des Grands Lacs (Rwanda, Burundi) à l'heure des réformes de bonne gouvernance : ethnographie comparative d'un « travelling model »

Thèse de doctorat (PhD), EHESS, centre Norbert Elias, Marseille, 2018, 401 p.

Guillaume Nicaise

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/902>

DOI : 10.4000/anthropodev.902

ISSN : 2553-1719

Éditeur

Presses universitaires de Louvain

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 175-176

ISBN : 978-2-87558-940-8

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Guillaume Nicaise, « L'Afrique des Grands Lacs (Rwanda, Burundi) à l'heure des réformes de bonne gouvernance : ethnographie comparative d'un « travelling model » », *Anthropologie & développement* [En ligne], 50 | 2019, mis en ligne le 16 juin 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/902> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.902>

La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

L'Afrique des Grands Lacs (Rwanda, Burundi) à l'heure des réformes de bonne gouvernance : ethnographie comparative d'un « travelling model »

Guillaume Nicaise¹

Thèse de doctorat (PhD), EHESS, centre Norbert Elias, Marseille,
2018, 401 p.

La thèse porte sur l'analyse du processus de transfert et d'appropriation des politiques de développement par ses récipiendaires, notamment les fonctionnaires au Rwanda et au Burundi. La recherche conçoit les objets étudiés comme des « *travelling models* », c'est-à-dire des technologies censées être objectivées, mais de fait porteuses de valeurs et d'injonctions cognitives et comportementales. En l'occurrence, les objets étudiés sont les réformes de bonne gouvernance (transparence, redevabilité, participation citoyenne, lutte contre la corruption), porteuses d'une conception de l'État (orientée vers la nouvelle gestion publique), et vouées à le modifier. Pendant presque trois ans (de 2013 à 2015), l'auteur va analyser la mise en œuvre de ces politiques de développement sur le terrain, à l'aide d'observations participantes et d'entretiens avec l'ensemble des acteurs, aussi bien auprès des agences de développement que des fonctionnaires ou des populations, tant au niveau national que local.

La recherche met en exergue l'influence importante des bailleurs sur la structure formelle des États, mais sans modifier les rapports de force sous-jacents, au sein de la structure étatique. Au contraire, l'auteur prouve qu'un faible niveau de considération des relations informelles de pouvoir et de la perception cognitive des acteurs avant le transfert de technologie peut mener à un détournement et une instrumentalisation de la technologie transférée, renforçant les dynamiques de pouvoir préexistantes. Ainsi, les programmes de redevabilité sociale de l'administration publique au Rwanda épousent sa conception verticale du pouvoir, pour être finalement portés vers la hiérarchie plutôt que vers les citoyens. Les exercices de participation citoyenne dans les deux pays reproduisent les discours attendus et les processus d'exclusion existants, exacerbant même l'ostracisation de certains individus et communautés. Les injonctions à la transparence sont interprétées et traduites en fonction des intérêts des acteurs et de leur propre

¹ E-mail : guillaume.nicaise@cmi.no

conception de la sphère publique et privée. La recherche souligne ainsi tant l'influence structurelle de l'environnement dans lequel évoluent les acteurs que l'agencité de ces derniers dans le processus de traduction des normes, afin d'expliquer l'impact parfois divergent de celui escompté des programmes de développement.

C'est notamment l'étude du phénomène de la petite corruption au Burundi qui se révèle la plus intéressante à cet égard. En comparant les agissements des collecteurs de taxes communales de deux communes, l'une soutenue par un programme de bonne gouvernance de la coopération belge et l'autre sans aucun soutien, la recherche montre l'importance des petits « arrangements » pour légitimer et faciliter le paiement des taxes, mais aussi le risque que représente la rupture de cet équilibre pour les finances communales et le rapport entre l'État et les citoyens. Si la petite corruption semble vénale dans certains cas, les marges de liberté des individus restent limitées par une structure d'action collective, qui porte à l'acceptation et la diffusion de certaines pratiques et s'oppose à d'autres. La petite corruption apparaît ainsi comme un phénomène social, dans son inévitabilité, son extériorité aux individus et son niveau de contrainte (qui varie d'un cas à un autre). Elle peut donc être considérée comme une déviance par rapport aux normes formelles mais pas par rapport aux normes sociales. Cette perspective porte à mieux considérer le contexte d'intervention des politiques de développement, et à mieux valoriser la sociologie en général et la théorie des normes sociales en particulier, afin d'améliorer le processus d'implantation de l'aide au développement.

Enfin, le sujet étudié permet de mieux comprendre et de comparer le fonctionnement de l'État au Rwanda et au Burundi, ainsi que ses rapports avec les bailleurs. Le Burundi et le Rwanda connaissent certes des similitudes socio-démographiques et des conditions socio-économiques similaires, cependant, depuis vingt ans, la volonté et la capacité du Front patriotique rwandais de mettre en œuvre son projet idéologique, mais aussi et surtout sa capacité à maintenir des flux importants d'aide au développement, ont permis de modeler une machine étatique différente entre les deux pays. À travers le vécu des acteurs, leur rapport aux normes sociales et normes pratiques, la recherche montre la plus forte capillarité du pouvoir de domination et de transformation de l'État au Rwanda. Bien que les deux pays montrent des divergences de forme et de fond sur les résultats de leur politique développementaliste, l'étude comparative permet aussi d'observer les similitudes dans leur approche néo-patrimoniale du pouvoir, tant dans la centralisation du pouvoir, les logiques rentières ou encore les « solidarités négatives » auxquelles prennent part les acteurs de l'État. Si les bailleurs semblent être au courant de la potentielle instrumentalisation de leurs programmes de développement, la nature politique des accords de développement ne permet cependant pas d'éviter cette dynamique. Le désengagement des bailleurs reste alors la seule porte de sortie lorsque cette instrumentalisation devient outrancière, comme en témoigne l'analyse de la crise au Burundi en 2015.